Case

F

39

. 328

no. 89

JUGEMENT

RENDU

PAR M.^{RS} LES COMMISSAIRES
DU CONSEIL,

Qui prononce la confiscation du faux Tabac saisi sur Antoine Vaché, marchand Chauderonnier ; lui fait défenses de récidiver ; le condamne, par corps, en l'amende de Mille livres & aux dépens.

Du 22 Août 1776.

LES COMMISSAIRES GÉNÉRAUX DU CONSEIL, députés par Sa Majesté pour connoître & juger souverainement & en dernier ressort, des introduction, vente, débit & colportage de toutes sortes de Tabacs dans les villes de Paris & de Versailles, & dans l'étendue des prévôtés & vicomtés en dépendantes.

VU le Jugement par nous rendu le 1.^{er} août présent mois, par défaut, contre le nommé *Antoine Vaché*, marchand Chauderonnier à Paris, grande rue du faubourg Saint-Antoine,

au profit de Laurent David, adjudicataire général des fermes unies de France, & de la vente & distribution exclusive des tabacs de toute espèce dans toute l'étendue du royaume; par lequel, en ordonnant l'exécution des réglemens concernant le commerce du faux tabac, nous avons déclaré valable la saisie faite à la requête dudit Adjudicataire sur ledit Vaché, par procès-verbal du 25 mai dernier, de soixante bouts de tabacs ficelés, du poids d'environ cent cinquante livres, non revêtus d'aucuns plombs, marques ni caractères dudit Adjudicataire, trouvés dans une salle contiguë & dépendante de la boutique dudit Vaché, & sur son lit, cachés & couverts d'un drap & de deux sacs de toile, ensemble desdits deux sacs, avec confiscation, défenses de récidiver, mille livres d'amende, dépens, impression & affiche dudit Jugement: Les pièces énoncées audit Jugement, & la signification qui en a été faite à Ladey, fondé des pouvoirs dudit Vaché, le 5: La requête dudit Vaché, du 12, tendante à ce qu'il fut reçu opposant à l'exécution d'icelui: Les réponses de l'Adjudicataire, du 13, contenant fins de non-recevoir. Vu aussi les Lettres patentes du Roi du 29 août 1775, dûment enregistrées en la Cour des Aides, portant notre Commission; après avoir entendu Carmen, fondé des pouvoirs de l'Adjudicataire, & Ladey, fondé des pouvoirs du nommé Vaché, en ses conclusions & défenses, & tout considéré:

NOUS, COMMISSAIRES GÉNÉRAUX susdits, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, sans nous arrêter ni avoir égard à l'opposition formée par le nommé Vaché à l'exécution de notre Jugement du 1.^{er} août, présent mois, de laquelle nous l'avons débouté; ordonnons que les Édits, Déclarations du Roi, Arrêts de son Conseil, Ordonnances & autres Règlemens concernant le commerce du faux tabac, seront exécutés selon leur forme & teneur: En conséquence, déclarons bonne & valable la saisie faite sur ledit Vaché à la requête de l'Adjudicataire des fermes, & dont est question; disons, que les cent cinquante livres de faux tabac qui en sont l'objet, seront & demeureront acquises & confisquées au profit dudit Adjudicataire, ainsi que les deux sacs qui couvroient ledit tabac; à lui en faire la représentation & la remise, tout gardien & dépositaire contraint, même par corps, quoi faisant,

3

bien & valablement quitte & déchargé. Faisons défenses au nommé Vaché, de plus à l'avenir avoir, tenir ni souffrir que l'on dépose chez lui du faux tabac; le condamnons, & par corps, en l'amende de mille livres, & aux dépens que nous avons liquidés à la somme de quinze livres quinze sous six deniers, y compris ceux liquidés par notre Jugement du 1.^{er} de ce mois, & non compris la signification du présent, qui sera faite par Hayot de Longpré, Huissier-priseur, qu'à ce faire commettons: Ordonnons que notredit présent Jugement sera imprimé & affiché au nombre de cent exemplaires aux frais dudit Vaché.

FAIT en notre assemblée, tenue à Paris le vingt-deux août mil sept cent soixante-seize. Collationné. *Signé* DE BELLEFOY,

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXVI.

038-

10